

BULLETIN DE L'INSTITUT D'ÉGYPTE.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN ÉGYPTE À LA VEILLE DES RÉFORMES DE L'AN IX, D'APRÈS UN DOCUMENT ARABE INÉDIT⁽¹⁾

PAR

CHARLES BACHATLY.

Dès qu'il fut investi du commandement en chef du Corps Expéditionnaire français après l'assassinat de Kléber, le général Menou s'attacha à la réalisation d'un vaste programme de réorganisation dans tous les domaines de l'Administration Publique, où partout se faisait sentir un vif besoin de réformes afin de liquider définitivement l'anarchique héritage de la domination mamlouk.

La réforme de l'administration judiciaire était alors une des plus urgentes. C'est en vue de la préparer que Menou, par un ordre du jour daté du 4 fructidor an VIII (22 août 1800), constitua une commission chargée de faire une enquête préalable sur l'état présent de la justice en Égypte et de lui soumettre ensuite un projet de réorganisation⁽²⁾. Elle se composait de trois membres : les citoyens Fourier, secrétaire perpétuel

⁽¹⁾ Communication présentée en séance du 4 novembre 1935.

⁽²⁾ *Pièces diverses et correspondance relatives aux opérations de l'Armée d'Orient en Égypte*; Imprimées en exécution de l'arrêté du TRIBUNAT, en date du 7 nivôse an IX de la République française, Paris, Baudouin, an IX, p. 500.

de l'Institut; Regnier, commissaire des guerres et du général de brigade Beaudot⁽¹⁾.

Les recherches de la Commission devaient tout particulièrement porter « sur l'établissement des tribunaux, le mode de nomination aux offices de justice, les changements que l'on pourrait faire dans la taxe des frais. . . ainsi que sur plusieurs autres questions qui lui seraient adressées successivement par le général en chef concernant l'administration intérieure du pays et les relations civiles à établir entre le gouvernement français et les habitants »⁽²⁾.

Comme on le voit, ce programme ne pouvait être réalisé qu'avec le concours des notabilités instruites du Pays. Il fallait adopter le système qu'avait déjà utilisé le citoyen Estève pour réorganiser les Finances d'Égypte⁽³⁾ : préparer un questionnaire, le traduire en arabe, l'envoyer aux autorités indigènes, attendre les réponses, les traduire en français pour permettre enfin à la Commission de rédiger son projet de réformes.

Passer par toutes ces étapes ne pouvait être l'œuvre d'un jour. Il fallait évidemment à la Commission le temps matériel de mener à bien sa délicate mission.

Mais le caractère impatient de Menou allait bientôt troubler la marche régulière des travaux. « Toujours pressé de faire paraître une loi, écrit à ce propos le général Reynier, il [Menou] n'attendit pas que le travail qu'elle [la commission] préparait fut achevé, et publia l'ordre du jour du 10 vendémiaire [an IX = 2 octobre 1800] »⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ *Courier (sic) de l'Égypte*, n° 79, le 15 fructidor, VIII^e année de la République, p. 1.

⁽²⁾ Reproduit d'après les documents officiels édités par G. RIGAULT, dans *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte (1799-1801)*, Paris, 1911, p. 153.

⁽³⁾ Voir l'enquête faite par Hussein efendi, document inédit conservé à la Bibliothèque de Bāb al-Khalq (Bibl. Taymūr, histoire, manuscrit n° 497). C'est d'après cette enquête que le Comte Estève a rédigé son remarquable *Mémoire sur les Finances de l'Égypte, depuis sa conquête par le Sultan Selym I^{er}, jusqu'à celle du général en chef Bonaparte*, dans la *Description de l'Égypte, État Moderne*, t. I, MDCCCIX, p. 299-408.

⁽⁴⁾ Le général de division REYNIER, *De l'Égypte après la bataille d'Héliopolis, et considérations générales sur l'organisation physique et politique de ce pays*, Paris, an X. — 1802, p. 123.

Cet ordre du jour promulguait les xxiv articles du nouveau code de procédure civile et d'instruction criminelle de l'Égypte⁽¹⁾.

Le règlement, qui devait entrer en vigueur à partir du 1^{er} vendémiaire, portait la nomination de Fourier au poste d'Administrateur de la Justice en Égypte. C'est donc au nouvel administrateur qu'incombait par le fait même le soin d'en assurer l'exécution⁽²⁾.

Le nouveau règlement des tribunaux égyptiens n'est donc pas l'œuvre de la commission du 4 fructidor et ne s'inspire nullement des recherches préliminaires entreprises par elle.

On ignorait jusqu'à ce jour le résultat de cette enquête, dont l'exposé aurait permis aux historiens de mieux connaître l'état de l'Administration de la Justice en Égypte sous la domination turque. C'est ce document que nous avons l'honneur de le présenter aujourd'hui à l'Institut d'Égypte, héritier de celui que créa il y a 135 ans le chef de la célèbre Expédition.

Comme on le sait, la Bibliothèque Royale de Bāb al-Khalq s'est enrichie, il y a environ deux ans, d'une précieuse collection de livres et de manuscrits arabes réunis par le grand érudit que fut Aḥmad Taymūr Pacha⁽³⁾.

C'est sous le n° 2401 (section histoire) que se trouve catalogué le document officiel inédit qui fait l'objet de cette communication : c'est la réponse même, signée par Aḥmad al-'Arīshī, qāḍī 'askar (qāḍī de l'armée) du Caire, au questionnaire (composé de six questions) de la Commission chargée de préparer la réforme judiciaire que projetait Menou⁽⁴⁾. Cette

⁽¹⁾ L'ordre du jour du 10 vendémiaire an IX a été publié dans *Pièces diverses et correspondance*. . . , p. 537-546. Une étude lui fut consacrée par RIGAULT, *op. cit.*, p. 153-159. Ce document fut traduit en arabe conformément à l'article XXIV du même arrêté. Cf. CH. BACHATLY, *Un membre oriental du Premier Institut d'Égypte : Don Raphaël (1759-1831)*, dans *Bulletin de l'Institut d'Égypte*, t. XVII, 1935, p. 249.

⁽²⁾ *Pièces diverses*. . . , p. 545, règl., art. XXIII; A. GALLAND, *Tableau de l'Égypte, pendant le séjour de l'Armée française*, Paris, an XII. — 1804, t. II, p. 116.

⁽³⁾ On lira avec intérêt la biographie de Aḥmad Pacha Taymūr donnée par Hassan 'ABD EL-WAHHĀB, dans *al-Risāla*, 1934, n° 60, t. II, p. 1424-1427. (أحمد باشا تيمور)

بقلم حسن عبد الوهاب — الرسالة سنة ١٩٣٤ — عدد ٦٠ — وجه ١٤٢٤ — ١٤٢٧.

⁽⁴⁾ Le Shaikh Maḥmūd ibn Muḥammad ibn 'Arnūs, dans son ouvrage intitulé : *Kitāb tārikh al-qadā' fi l-Islām*, Le Caire, 1934, تأليف (كتاب تاريخ القضاء في الاسلام)

enquête, par demandes et réponses, remplit un petit cahier de neuf pages écrites à l'encre noire et rouge en caractères *naskhī* négligemment tracés. L'encre rouge est employée pour les titres du questionnaire et pour mettre en évidence certains mots spécialement importants.

*
* *

Nous donnons ici le texte *in extenso* du document⁽¹⁾ :

(p. 1) هذا دفتر علم وبيان طريق القضا وأسمائهم بمصر المحروسة وأقاليمها كما هو مبين في باطنها والله الموفق للصواب واليه المرجع والمآب والحمد لله وحده
(p. 2) أحمد الله حمداً وافراً يدوم بدوام فردانية سلطانه . وأشكره على نعمائه المتواترة في جميع أزمانه . . . معجزات الله التي لم يسمح الزمان بأمثالهم . ودوحة المجد الأنيق تتشبهس العليا بأذيالهم . وكوكب السعد المضي على هامات الناس . وتيجان الاقبال المختصة بالوضع على الرأس . ابتداء الشرف منسوب إليهم . وغايته مع لوا العدل منشور عليهم . عين أعيان جماهير من مضي من الأمم . وخير خيار من ولي السياسة والحكم والحكم . ابتهج الزمان بوجودهم وطرب . ودارت عليه كأوس حانات العز فشرب . والسعد نادى على أبوابهم بذلك حضرت . أنا مقيم هنا وخادم لرحابهم أخص . من تشرفت الأنظار بمطالعة أسمائهم وتزينت بنات الأفكار بجمالية تصور مسمياتهم . أحبابنا وأعزائونا الحكيم الماهر . فوريه . والعامل الفاضل . بوضو . والرئيس اللبيب . رانيه . لا زالت زواجر الفخر تتناثر من شمائلهم . وجواهر المجد تتفاخر بالاندراج في سلك فضائلهم أمين .

محمد بن محمد بن عزنوس — المطبعة المصرية الأهلية الحديثة بالقاهرة — سنة ١٩٣٤) a signalé l'intérêt de cette pièce (p. 5) qui lui a fourni une partie de sa documentation (p. 108, 208-209). A cette occasion il exprime son désir de publier ce manuscrit (p. 5) comme appendice à son livre; mais il n'a pas donné suite à ce projet. (L'ouvrage du *Shaiikh* 'Arnūs nous a été gracieusement signalé par le Professeur Muṣṭafā 'Abd el-Rāziq).

⁽¹⁾ Nous avons reproduit ce document avec toutes les erreurs grammaticales et les fautes d'orthographe que contient l'original.

أما بعد فهدي إليكم من التحيات أعلاها . ومن التسليطات أعزها وأعلاها . تحيات مع تسليطات لا يقة بالمقام . يضيق عن حملها بطون الدفاتر ويكل منها السنة الأرقام . وتبث إليكم من الأشواق (p. 3) ما يوجب علينا في كل زمان حسن التلاق . وهذا وقد حضر إلينا شريف الكتاب فخطبت الآفاق بلذيد الخطاب وعلمنا أن نية الحكام . نظم الرعايا في سلك الراحة والسلام وتهذيب من جاد عن جادة الطريق ورده على يد خدمة الشريعة والحكام . وكان قصد أمير الجيوش الحاكم الأولى . رد ما كان ترتب الى حاله الأصلي لراحة القبائل والأنفاذ والبطون والشعوب . والاتحاد بزوال أسباب الهموم والكروب . فحينئذ أقام أناساً بالفضل والعقل والتدبير موصوفون . على أنتاج نتائج العدل من قياسات الأشكال قادرين . وقد خصهم وأحفظهم بأكرم دستور عن أمثال هذه الأمور . فخصهم بمزيد التحيات الثنية والتسليطات الزكية العطرية . ونرجوا من الله الواحد الأحدي المنان . والصد الأبدى الديان . تحقيق المطالع والمقاصد على يد من شاءه من نوع الانسان . كيف لا وهذه المقاصد بإشارة العظيم المعظم . والكبير المشير المفخّم . من منحه الله بالسيف والقلم . وملكه رتب المهابة والمكارم والنعم . صاحب السيف المهند والقول النافذ المسدد والعز المؤبد . حبينا قرة العين سرى العسكر الكبير (أ) مير الجيوش عبد الله منوه . وفقه الله تعالى . وأحبابه وولادة أموره لما فيه راحة الناس . ولزوال كل هم وغم وبأس . نستمطر الله له ولهم عزاً مكيناً . وحفظاً أميناً . وكفا مييناً . ولطفاً شاملاً . وعمراً كاملاً . وسعداً أبيضاً . ومجداً حميداً . (p. 4) وعيشاً رغيداً . وقولاً سديداً . وأمرأ رشيداً وكان الله له عوناً ومعيناً . وحفظه بعين عنايته . وحفه بمزيد لطفه ورعايته أمين .

وها أنا أصرح لكم بجواب ما أعلمه من المطلوبات . ومبلغ علمي في هذا الشأن . ما أذكره وعلى كل حال فالأمر راجع إليكم والفضل لكم والمعول عليكم . السؤال الأول
عدد البنادر التي يقيم بها القضاة محل الشرع والمحاكم بكامل الأقاليم . . . الجواب عنه

سؤال
الأول
١

وأما صفات وكيفية لبسهم هما كئيتان عن اذن كبير القضاة لهم بسامع الدعاوى وفصل الخصومات وكتابة الوقايع الشرعية وقيدها في السجلات المحفوظة ويكون المأذون نائباً عن موليه وأما صفات القضاة فهم ناس فقراء أصحاب عيال مستحقون لهذه الخدمة الشريفة فيأذنه لفضيلة العلم والعقل وراحة الناس وأما من كان مقلد من اسلامبول (p. 6) قبل حضور الجمهور الفرنسية بأوراق وسندات تأتي إليهم من اسلامبول فهم خمسة أنفار موجودين منهم على افندى نجم الدين قاضى المحلة الكبرى حالاً والحاج موسى افندى قاضى المنصورة حالاً والسيد على افندى الحلبي قاضى رشيد حالاً والحاج مصطفى افندى الجبرتي قاضى نغرا الاسكندرية حالاً القاطن بمصر حالاً وموكل عنه غيره والسيد محمد أمين افندى البرلى قاضى الجيزة حالاً فهؤلاء الخمسة لابسين ومقررون من طرفنا الآن وان كانت توليتهم من اسلامبول قبل حضور الجمهور وأما باقى المناصب قرنا فيها من كان أهلاً لها من أولاد العرب المصريون المستحقون لذلك وفقهم الله تعالى.

السؤال الثالث من كان من القضاة قبل حضور الجمهور الفرنسية وأين كان مقبلاً وهل كان من أهالى اقليم مصر أم غريباً من تلك النواحي وكم رجل هم كل قاضى اقليم والكعبة المنوطون به وكذلك عدد نوابه الموجهة منه بالنواحي المتعلقة بالاقليم وان أمكن لديكم ولو وجه تخميني وعدد من يقال بقول العلم عنهم ويعدون من أهل الشريعة وأئمة الهدى فهم مصرفون بالعمل باذن من القاضى . الجواب عن ذلك أما قاضى مصر المحروسة حين دخول الجمهور الى مصر المحروسة فاسمه السيد محمد افندى بشمبجى زاده ونائبه طاهر افندى وولده السيد محمد افندى زكى كان كخدايه وبقية أتباعه لا نعرفهم وأما باقى القضاة فى الأقاليم والكعبة المنوطون بهم وعدد وكلاه ونوابه الموجهه منهم وأهل العلم إلى آخر السؤال فلا نحيط علماً فمن تولى من طرفنا نعلمه ومن كان بعيداً عنا (p. 7) لا نعلمه وان تفحصنا عنهم فيحتاج الحال إلى سفر بعيد ووقت واسع حتى نفيده ونبينه لكم فان كان ولا بد فمعرفة من ذكر بطريق سهل عليكم فترسلوا أوامر شريفة من عندكم

الثالث
سؤال
٣

المناصب المصرية ستة وثلاثون منصباً ستاتيك مفصلاً كل ذلك محل شرع بكامل الأقاليم . السؤال الثاني عدد البنادر الكبار وما يتعلق بها من النواحي لهذا المقصد بتعيين المحل المختص باقامتهم ثم وتاريخ وقت لبسهم على هذه الوظيفة مع صفات وكيفية لبسهم ثم ان كان جميع هؤلاء لبسوا من اسلامبول أو منهم كذا ومنهم خلافه وان كان منهم من كان قد حضر من هناك وفى انتهاء سنته تقرر هاهنا أم فيهم من لبس من قاضى مصر حالاً . الجواب عن ذلك البنادر الكبار من المناصب المصرية أولها مصر المحروسة وتابعيتها بولاق ومصر القديمة ثم نغرا الاسكندرية ثم نغرا رشيد ثم نغرا دمياط ثم المنصورة ثم المحلة الكبرى ثم منق العليا ثم ماسوى مصر المحروسة تسمى باصطلاح القضاة رتبة ستة فهذه هى المناصب الكبرى وتحتها أدون منها الجيزة . ودمنور . وبنى سويف . وبلبيس الشرقية والفيوم . وأبيار . وتسمى فى اصطلاح القضاة رتبة موصلة وتحتها أدون منها وهى الرتبة الثالثة أولها الخانقاه وتسمى العامة الخانقاه . (p. 5) ومنية ابن خصيم . ومنفلوط وجرجا . وزفته . والمنزلة . ورتبة رابعة وهى أسيوط . وتذمنت . وشلشاهون . والهنسا . وسنديون . والنخارية وبعدها رتبة خامسة وهى سنبا . ودلجا مع أشمونين . والفشن . ومحلة أبا على الغربية . ومحلة مرحوم . وفوه . وأنزل من الكل رتبة سادسة ويقال لها باصطلاح القضاة رتبة دخول أولى لأن القضاة لا يتوصلون إلى ما فوقها إلا بعد الدخول فيها فهى بمنزلة الباب إلى مناصب القضاة . ويسلكون فى ذلك سبل الترقى من الأعلى إلى الأدنى أولها طحطا . والمنشية . وقنا قوص . وأبو تيج . والواح . والبرلس . وتعد مصر المحروسة كالة الستة والثلاثين منصب بالاقليم اليوسفية (sic) . وبعض هذه المناصب عاطل وانما هى رسم قديم فهذه المواضع محل اقامة القضاة قديماً وأما النواحي المتعلقة بكل منصب فكثيرة لكل منصب نواحي معلومة مقيدة فى سجلات عندهم واقامة القضاة فى هذه المناصب المذكورة أعلاه وأما تاريخ وقت لبسهم وتقريرهم فى هذه المناصب ليست موقته بوقت فمنهم من وقت تقليدنا ولبسنا بالقضاء بمصر المحروسة ومنهم بعد ذلك

سؤال
الثاني

٢

خطاباً لكل بندر واقليم حتى ينضبط المطلوب لمرامكم ومطلوبكم ولا يتصور إلا إذا كان ذلك فالذى أحاط علمنا به ومن وجدناهم في مدتنا فأخبرناكم بها والله الموفق للصواب . السؤال الرابع تعينوا لنا المحلات الخالية الآن من القضاة في الأقاليم المصرية الجواب عن ذلك ليس منها خالي سوى المعطل منها مثل البرلس والمنزلة والنخارية والبهنسا ودلجا وطحطا وأبو تيج وقنا وقوص والواح وتعطيلها بحسب علمنا وأما في الواقع بتباعد البلاد عنا فلا نعلم أما المحلات الباقية ليست خالية من القضاة فكل قاضى منهم له نواب من محلاته المتعلقة بمنصبه يعقدوا لهم عقوداتهم ويكتبوا لهم ما ينبغي كتابته شرعاً طبق الشرع الشريف هكذا قاعدة مصر من قديم الزمان . السؤال الخامس أسما قضاة البنادر بعدد رجالهم ومعاونيهم ومن هناك من أصحاب علم وهم أئمة شريعة . الجواب عن ذلك قاضى سكندرية مصطفى افندى الجبرى . وقاضى رشيد السيد على افندى الحلبي وقاضى دمياط ابراهيم افندى الشهير بابن الرسول . وقاضى المنصوره موسى افندى . وقاضى المحلة الكبرى على افندى نجم الدين . وقاضى منف العليا الشيخ عابدين . وقاضى زفته السيد على الشهير بالخياط تابع شيخ الاسلام العلامة الشيخ الشرقاوى . وقاضى ثمود الشيخ عابد الراشيدى الشافعى (بيان : سمانود تابعة للمحلة الكبرى⁽¹⁾) (p. 8) وقاضى محلة أبا على الشيخ محمد البراوى . وقاضى دمنهور البحيرة الشيخ محمد البوليني . وقاضى شلشلمون الشيخ احمد السنارى . وقاضى بلبيس الشيخ ابراهيم كحت . وقاضى الجيزه السيد محمد امين افندى البرلى الحنفى . وقاضى ابيار مولانا الشيخ عبد الرحمن الجبرى الحنفى . وقاضى بنى سويف الشيخ محمد الغمراوى . وقاضى منية ابن خصيم السيد محمد الصواف . وقاضى منفلوط رجل من طلبة مولانا الشيخ محمد الأمير غفلنا عن اسمه في هذا الوقت . فقاضى منفلوط اسمه الشيخ محمد تحققنا ذلك . وقاضى أسيوط الشيخ اسمعيل جوده . وقاضى جرجا احمد افندى

(1) Ce renseignement entre [] est inscrit sur la marge du manuscrit.

العنانى . هذا ما انتهى إليه على في هذا الوقت وأما عدد نوابهم ووكلائهم وعدد رجالهم ومعاونيهم ومن هناك من أصحاب علم وهم أئمة شريعة . الجواب عن ذلك كل بندر من البنادر الكبار فيها قاضى معين من طرفنا وقد سميناه لكم وذلك معد لفصل الخصومات بين العباد على ما يرضى الله تعالى طبق الشرع الشريف وأما عدد رجالهم ومعاونيهم ومن في كل بندر من أهل العلم والشريعة فهذا أمر لا يعلمه إلا الله سبحانه وتعالى فان احتاج الأمر إلى ذلك فأمره يسهل عليكم دوننا فترسلوا من طرفكم مشرفات لكل بندر خطاباً لصاحب الحل والعقد فيها يقيد لكم ويرسل علمها . السؤال السادس تعينوا لنا ما بمصر المحروسة خاصة وبمصر القديمة وبولاق بأسمائهم وصفاتهم وحال لبسهم فعدد الحاكم بمصر المحروسة اثني عشر منها المحكمة الكبرى وهي معلومة لكم وهي خاصة بكل قاض عظيم القدر يأتي من اسلامبول من أبناء الترك والثانية (p. 9) منها محكمة جامع الزاهد بخط باب الشعرية والثالث محكمة باب الشعرية والرابع محكمة جامع الحاكم والخامس محكمة الصالحية بخط النحاسين والسادس محكمة باب زويلة والسابع محكمة باب الخرق والثامن محكمة قوصون والتاسع محكمة طولون والعاشر محكمة قناطر السباع والحادى عشر محكمة مصر القديمة والثاني عشر محكمة بولاق المحروسة . وقضاة مصر من أهلها ما عدا قاضى المحكمة الكبرى وكل محكمة فيها كاتب أو اثنين أو ثلاث ولا زيادة على ذلك لاستغناء الناس بالمحكمة الكبرى وتوليتهم من كل قاضى يأتي إلى مصر وأما لبسهم منه وهو كناية عن إذنه لهم بساع الدعاوى فهم في الحقيقة نوابه وأما أسمائهم محكمة الزاهد قاضيا السيد محمد خطاب . ومحكمة باب الشعرية قاضيا الشيخ عامر البرهيمى وأما محكمة جامع الحاكم فاحمد شرف الدين . وأما محكمة الصالحية الشيخ على محمد المرزوقى . وأما محكمة باب زويلة السيد عبد الرحمن الحموى . ومحكمة باب الخرق الشيخ وهبه البكرى . محكمة قوصون قاضيا الشيخ اسمعيل الزرقانى . ومحكمة طولون الشيخ حسن جوده . ومحكمة قناطر السباع الشيخ احمد الصيرفى . وأما محكمة مصر القديمة

الشيخ صالح المالكي . ومحكمة بولاق السيد مصطفى جعفر . فهذه نواب مصر والله سبحانه
وتعالى يلهنا وإياكم الصواب والرشد والسلام ختام إلى هنا تم الكلام

الفقير إلى رحمة مولاه القدير

احمد العريشى قاضى عسكر

مصر المحروسة حالاً عفا الله

(ختم العريشى)

TRADUCTION :

« Enquête sur l'Administration de la Justice en Égypte. Les noms des Juges du Caire et des Provinces.

A nos chers amis . . . Fourier, . . . Beaudot et . . . Regnier.

Nous vous saluons tous . . . Nous avons reçu votre lettre honorée . . .

[Avant de répondre au questionnaire que renfermait, sans aucun doute, la lettre à laquelle il fait ici allusion, le *qāḍī* (juge, pl. *quḍā*) procède tout d'abord à un éloge dithyrambique de cette heureuse initiative : la réorganisation de la Justice en Égypte. Il loue ensuite l'ingéniosité du général en chef Menou, promoteur de cet utile mouvement de réforme].

PREMIÈRE QUESTION :

Énumérer les *bandar* (pl. *banādir* = chefs-lieux), sièges de *qāḍī* (pl. *quḍā* = juges); les *maḥall shar'* (tribunaux religieux) et les *maḥkama* (pl. *maḥākīm* = tribunaux) de toutes les provinces (pl. *aqālīm*, sing. *aqlīm*) d'Égypte.

RÉPONSE :

Il y a trente-six tribunaux ou sièges (pl. *manāṣīb*, sing. *manṣab*) dans toutes les provinces d'Égypte. Nous en donnons plus loin une liste détaillée. Tous les juges président des *maḥall shar'*.

DEUXIÈME QUESTION :

Quels sont les grands chefs-lieux et les *nawāḥī* (lieux, sing. *nāḥia*) qui possèdent un tribunal? Où siègent ces tribunaux? A quelle date remonte

la nomination de leurs juges? Comment ont-ils été nommés? Quelles sont leurs qualités morales? Ont-ils été tous nommés par Constantinople? Sont-ils turcs ou égyptiens? Y a-t-il parmi eux des envoyés de Constantinople qui ont prolongé leur séjour après leur année régulière de service? Quels sont ceux qui détiennent leur pouvoir du *qāḍī* actuel du Caire?

RÉPONSE :

Les grands *bandar* qui possèdent un tribunal sont : le Caire, [la ville] la bien gardée et ses dépendances Būlāq et le Vieux-Caire, le port d'Alexandrie, le port de Rosette, le port de Damiette, Manṣūra, Maḥalla al-Kabīr, Minif al-'Uliā.

Le tribunal du Caire mis à part, les tribunaux sont divisés en six classes (pl. *rutab*, sing. *rutba*). Ceux qui ont été déjà cités sont de première classe.

Viennent ensuite ceux de Djīza, Damanhūr, Banī Sūwīf, Bilbīs al-Sharqīa, Fayyūm, Ibiār. Cette classe est dénommée par les juges *rutba mūwaṣṣala* (classe de passage).

Tribunaux de troisième classe : Khanqā vulgairement appelée Khanka, Minia ibn Khaṣīm, Manfalūt, Djirdjā, Zifta, Manzala.

Tribunaux de quatrième classe : Asiūt, Tidhmant, Shalshalamūn, Bahnasā, Sindiūn, Naḥāria.

Tribunaux de cinquième classe : Sanabū, Dalgā et Ashmūnain, Fashīn, Maḥalla abā'Alī al-Gharbia, Maḥalla Marḥum, Fūa.

Les tous derniers tribunaux de sixième classe, sont désignés sous le nom de *rutba dukhūl* (classe d'introduction) parce que les juges ne parviennent aux grades supérieurs qu'après avoir passés par ce dernier. Ce grade est comparé à la porte d'entrée à la carrière de juge. L'avancement des juges de la sixième classe doit se faire dans l'ordre suivant : Ṭaḥṭā, Manshia, Qinā, Qūṣ, abū Tīg, les Oasis, Burullus [avant de passer dans la cinquième classe].

Le Caire la bien gardée est compris dans le total des trente-six tribunaux d'Égypte.

Quelques-uns des tribunaux cités plus haut sont suspendus depuis un certain temps.

Tels sont depuis longtemps les sièges des tribunaux.

Les *nāḥia* qui relèvent de chaque tribunal sont nombreux. De chaque tribunal dépendent des *nāḥia* inscrites dans leurs registres (pl. *sidjillāt*, sing. *sidjill*) où sont aussi inscrits les juges qui y siègent.

Quant à la date de la nomination des juges à ces divers postes et de la durée de leurs fonctions elles ne sont pas connues. Il y en a qui occupent ces postes depuis notre nomination [comme *qāḍī 'askar* du Caire] et d'autres après cette date.

Leurs attributions et le mode de leur nomination dépendent du grand *qāḍī* du Caire. Ils ont à entendre les procès, à régler les différends, à rédiger les actes religieux et à les transcrire dans les registres. Le *mā'dhūn* représente l'intéressé dans ce dernier cas.

Quant à leurs qualités morales comme juges : ce sont des hommes pauvres qui ont beaucoup d'enfants. Ils méritent cette noble charge. Il [le grand *qāḍī*] exige d'eux, vertu, science, pondération et souci de l'intérêt public.

Ceux qui ont été nommés par Constantinople avant l'arrivée des Français, par actes écrits et documents émanants de la Sublime Porte, sont au nombre de cinq : 'Alī efendi Nidjm al-Dīn, actuellement juge de Maḥalla al-Kubrā; al-Ḥādī Mūsā efendi, actuellement juge de Maṣūra; al-Saied 'Alī efendi al-Ḥalabī, actuellement juge de Rosette; al-Ḥādī Muṣṭafā efendi al-Djabartī, juge d'Alexandrie, résidant actuellement au Caire. Il a délégué à sa place al-Saied Muḥammad Amīn efendi al-Burulī actuellement juge de Djīza.

Tous ces juges sont actuellement nommés par nous, quoiqu'ils aient été jadis nommés par Constantinople. Quant aux autres sièges, ils sont occupés par des juges égyptiens de mérite nommés par nous.

TROISIÈME QUESTION :

Quels sont les juges qui étaient en fonction en Égypte avant l'arrivée des Français? Où siégeaient-ils? Étaient-ils indigènes ou étrangers? Quel est leur nombre? [Nous indiquer] les noms des juges de chaque province ainsi que leurs greffiers (*kataba*, sing. *kātib*) et délégués (*nuwwāb*, *nā'ib*) dans les *nawāḥi* qui relèvent de ces tribunaux.

Si la chose est possible, nous indiquer, même approximativement, le

nombre de ceux qui sont dénommés et considérés comme *ahl shar'* (jurisconsultes). Nous faire connaître s'ils assument ce pouvoir avec autorisation du *qāḍī* du Caire.

RÉPONSE :

Le *qāḍī* du Caire, à l'époque de l'arrivée des Français, était al-Saied Muḥammad efendi Bushmaqđī Zādih. Son *nā'ib* (délégué, remplaçant, suppléant) était Ṭāhir efendi et son *ketkhuda* (lieutenant) al-Saied Muḥammad Zakī, fils de ce dernier. Nous ne connaissons pas les autres membres de sa suite. Nous ne connaissons pas non plus les autres juges des provinces, les greffiers qui leur sont attachés, les *wukalā* (secrétaires, sing. *wakīl*), les délégués qui dépendent d'eux, et les jurisconsultes, etc. Nous connaissons uniquement ceux qui ont été nommés par nous, nous ignorons tout des autres.

Pour effectuer des recherches il nous faut voyager loin et il nous faut du temps pour y parvenir.

Si ces détails vous sont nécessaires, le plus simple est donner des ordres par lettre à tous les *bandar* et *aqlīm* pour obtenir ces renseignements. Votre désir ne peut être réalisé autrement. Ce que nous connaissons nous vous l'avons fait savoir . . .

QUATRIÈME QUESTION :

Énumérer les tribunaux vacants dans les provinces d'Égypte.

RÉPONSE :

Il n'y a pas des tribunaux vacants dans les provinces d'Égypte à part ceux qui ont été suspendus. Par exemple : al-Burullus, Manzala, Naḥāria, Bahnasā, Dalgā, Ṭaḥṭā, abū Ṭig, Qinā, Qūṣ et les Oasis. Ils furent suspendus à cause de la grande distance qui les sépare de nous. Quant aux autres tribunaux ils ne sont pas vacants. Chaque juge a auprès des tribunaux locaux un *nā'ib* qui dépend de sa juridiction. Ceux-ci passent des actes, règlent les différends par l'application des lois religieuses. Ce sont là des coutumes datant des temps anciens.

CINQUIÈME QUESTION :

Noms des juges qui président dans les tribunaux des *bandar*. Noms des fonctionnaires (*rigāl*) et de leurs auxiliaires (*mu'awin*). Noms des *imām* (*a'imat shar'*).

RÉPONSE :

Juge d'Alexandrie, Muṣṭafā efendi al-Djabartī; juge de Rosette, al-Saied 'Alī efendi al-Ḥalabī; juge de Damiette, Ibrahīm efendi surnommé ibn al-Rasūl; juge de Manṣūra, Mūsā efendi; juge de Maḥalla al-Kubrā, 'Alī efendi Niḍjm al-Dīn; juge de Minif al-'Uliā, al-Shaikh 'Abdīn; juge de Zifta, al-Saied 'Alī surnommé al-Khayyāṭ, attaché au Shaikh de l'Islam le savant Shaikh al-Sharqāwī; juge de Samannūd, al-Shaikh 'Abid al-Rāshīdī al-Shāfi'ī [Samannūd relève de Maḥalla al-Kubrā]; juge de Maḥalla abā'Alī, al-Shaikh Muḥammad al-Barāwī; juge de Damanhūr al-Bihīra, al-Shaikh Muḥammad al-Būlinī; juge de Shalshalamūn, al-Shaikh Aḥmad al-Sinnārī; juge de Bilbīs, al-Shaikh Ibrahīm Kuḥtut (*sic*); juge de Djīza, al-Saied Muḥammad efendi Amīn al-Burulī al-Ḥanafī; juge d'Ibiār, Mawlānā al-Shaikh 'Abd al-Raḥman al-Djabartī al-Ḥanafī; juge de Banī Sūwīf, al-Shaikh Muḥammad al-Ghamrāwī; juge de Minia ibn Khaṣīm, al-Saied Muḥammad al-Ṣawwāf (le juge de Manfalūt est un élève de Mawlānā al-Shaikh Muḥammad al-'Amīr (nous avons oublié son nom). (Il s'appelle Shaikh Muḥammad, après vérification); juge d'Asiūt, al-Shaikh Isma'īl Djūda; juge de Djirdjā, Aḥmad efendi al-'Inānī.

A cela se bornent mes connaissances en ce moment.

QUESTION :

Nombre des *nuwwāb* (délégués), des *wakil* (secrétaire, sous-chef), des *mu'awin* (auxiliaire) et de leurs *imām* (*shar'*).

RÉPONSE :

Dans chaque grand *bandar* se trouve un juge nommé par nous et dont vous connaissez déjà le nom. Il se charge de régler les différends entre les partis selon la volonté de Dieu par l'application des lois religieuses.

Quant au nombre des fonctionnaires, des auxiliaires et des *imām* de chaque *bandar*, c'est une chose qui ne peut être connue que de Dieu. Si toutefois ces renseignements vous sont nécessaires demandez les directement plutôt que de le faire par notre intermédiaire. Écrivez personnellement à chaque *bandar* une lettre adressée à la personne compétente. J'espère qu'elle sera bien accueillie et vous serez ainsi informé.

SIXIÈME QUESTION :

Nous indiquer les tribunaux du Caire, de Būlāq et du Vieux-Caire ainsi que les noms de leurs juges respectifs. Nous renseigner sur leur moralité et sur le mode de leur nomination.

[RÉPONSE] :

Les tribunaux du Caire, la bien gardée, sont au nombre de douze :

Le grand tribunal que vous connaissez relevait d'un *qāḍī* omnipotent envoyé par Constantinople. Il était de nationalité turque.

Le tribunal de la mosquée d'al-Zāhid au quartier de Bāb al-Sha'ria.

Le tribunal de Bāb al-Sha'ria.

Le tribunal de la mosquée d'al-Ḥākim.

Le tribunal d'al-Ṣāliḥia au quartier de Naḥḥāsīn.

Le tribunal de Bāb al-Zuwaila.

Le tribunal de Bāb al-Kharq.

Le tribunal de Qūsūn.

Le tribunal de Ṭūlūn.

Le tribunal de Qanāṭir al-Sibā'.

Le tribunal du Vieux-Caire.

Le tribunal de Būlāq.

Les juges dans toute l'Égypte sont indigènes sauf le *qāḍī* du grand tribunal qui était turc. Chaque tribunal a un greffier (*kātib*) parfois deux et même trois mais pas davantage.

Les juges des tribunaux étaient désignés par le grand *qāḍī* du Caire, alors nommé par Constantinople. Ils étaient en réalité nommés par chaque *qāḍī* de passage au Caire. Quant à leur titre (de juge) il n'est que nominal.

Ils assistaient aux plaidoeries et n'étaient en réalité que les *nawwāb* (délégués) du grand *qāḍī* du Caire.

Voici leurs noms :

Tribunal al-Zāhid : al-Saied Muḥammad Khattāb;
 Tribunal de Bāb al-Sha'ria : al-Shaikh 'Amir al-Barhīmī;
 Tribunal de la mosquée d'al-Ḥākim : Aḥmad Sharaf al-Dīn;
 Tribunal d'al-Ṣāliḥia : al-Shaikh 'Alī Muḥammad al-Marzūqī;
 Tribunal de Bāb Zuwaila : al-Saied 'Abd al-Raḥman al-Ḥamawī;
 Tribunal de Bāb al-Kharq : al-Shaikh Wahba al-Bakrī;
 Tribunal de Qūsūn : al-Shaikh Isma'īl al-Zurqānī;
 Tribunal de Ṭulūn : al-Shaikh Ḥasan Djūda;
 Tribunal de Qanāṭir al-Sibā' : al-Shaikh Aḥmad al-Ṣairafī;
 Tribunal de Vieux-Caire : al-Shaikh Ṣaliḥ al-Mālikī;
 Tribunal de Būlāq : al-Saied Muṣṭafā Dja'far.
 Tels sont les délégués du Caire.

Aḥmad al-'Arīshī
Qāḍī 'askar du Caire. »
 [Cachet d'al-'Arīshī].

*
* *

Aḥmad al-'Arīshī est le premier Égyptien qui, après trois siècles de domination turque, ait été investi des fonctions de *qāḍī 'askar*, la plus haute charge de la magistrature musulmane. Il eut encore l'honneur d'administrer la justice, libre de tout contrôle du moins officiel, pendant quinze mois environ. Cette période débute avec l'ouverture des hostilités contre les Turcs, après l'Expédition de Syrie, lorsque Bonaparte proclama le détachement de l'Égypte d'avec l'Empire Ottoman.

Une des premières manifestations du nouvel état de choses fut la destitution du *qāḍī* turc⁽¹⁾, alors en fuite, et son remplacement par un *qāḍī*

⁽¹⁾ *Pièces diverses et correspondance...*, p. 213, n° XL; DJABARTI, *Merveilles*

égyptien (10 messidor an VII = 28 juin 1799)⁽¹⁾, ce qui rendait à l'Égypte son autonomie administrative. Si cette période d'indépendance judiciaire ne fut pas plus longue, c'est que Menou, par son règlement du 10 vendémiaire, tout en laissant aux Égyptiens le poste le plus élevé, établit un contrôle sur la magistrature en nommant Fourier administrateur de la justice (10 vendémiaire an IX = 2 octobre 1800)⁽²⁾.

C'est à cette courte période d'indépendance judiciaire que se rapporte le document dont nous avons donné lecture. Il nous renseigne sur l'activité que déploya la Commission chargée de préparer la réorganisation judiciaire de l'Égypte, avant qu'elle ne fut brusquement arrêtée par l'ordre du jour de Menou, et la part que prit à cette enquête le *qāḍī* du Caire et ses subordonnés.

Il est intéressant de noter que Fourier n'eut pas connaissance de l'enquête, même après l'ordre du jour du 10 vendémiaire an IX = 2 octobre 1800, puisque nous le voyons demander aux membres du Divan (radjab 1215 = novembre 1800) une liste de tous les *qāḍī* d'Égypte afin d'appliquer le nouveau règlement⁽³⁾.

D'ailleurs, s'il en avait eu connaissance, il aurait pu s'en servir pour rédiger sur la Justice égyptienne un mémoire analogue à celui que son collègue Estève écrivit pour la *Description de l'Égypte*⁽⁴⁾. Cette enquête lui en aurait fourni tous les éléments s'il l'avait eue entre les mains.

Si ce document ne put servir à la Commission pour rédiger son projet de réformes, il n'en constitue pas moins pour nous un témoin précieux sur l'organisation judiciaire de l'Égypte affranchie de la sujétion ottomane, organisation pratiquement inconnue.

C'est ainsi qu'il nous fait connaître en détail la répartition territoriale des tribunaux dans l'Égypte entière à l'époque de l'Expédition, la

biographiques et historiques ou chroniques du cheikh 'Abd-el-Rahman el. . . , Le Caire, 1891, p. 140-141.

⁽¹⁾ *Pièces diverses et correspondance...*, p. 213, n° XL; DJABARTI, *op. cit.*, t. VI, p. 140-141.

⁽²⁾ *Pièces diverses...*, p. 537.

⁽³⁾ DJABARTI, *op. cit.*, t. VI, p. 264.

⁽⁴⁾ Cf. *supra*, p. 2, note 3.

Bulletin de l'Institut d'Égypte, t. XVIII.

nomenclature des juges attachés à ces tribunaux, c'est-à-dire d'une importante fraction des notabilités du pays, avec les attributions inhérentes à leur charge.

A ce titre il ne nous paraît pas indigne d'être accueilli avec intérêt par tous ceux qui, en Égypte comme en Europe, s'intéressent à cette période captivante de l'histoire moderne.

CH. BAGHATLY.